

Rôle de l'éducation et de la formation dans la transformation socio-économique et agropastorale de la ville de Kamina et ses environs

Mbayo Kabuya Norbert

Chef de travaux à l'Université de Kamina.

Kalenga Mwenzemi Jackson

Professeur Ordinaire à l'Université de Lubumbashi.

Mulwani Makelele Basile

Chef de travaux à l'Université de Kamina.

Mbayo Kabuya Norbert

Professeur Ordinaire à l'Université de Lubumbashi

Lunda Ngandu Nzonza, Ngoy wa Kayumba Honorable, Mbayo Ngoy Solomon.

Date of submission 13 April, 2025; Date of Acceptance 2 June, 2025; Date of publication 16 June, 2025

Résumé

L'éducation et la formation jouent un rôle central dans la transformation socio-économique et agropastorale des communautés locales. Cette étude examine leur impact dans la ville de Kamina et ses environs, en mettant en évidence leur contribution à l'amélioration des conditions de vie et au développement des secteurs productifs. Dans un contexte où le développement économique repose largement sur les compétences et l'innovation, l'éducation apparaît comme un levier stratégique essentiel. Et l'objectif de cette recherche est d'analyser comment l'éducation et la formation influencent le développement socio-économique et agropastoral de Kamina. Plus précisément, elle vise à identifier les secteurs les plus affectés, les obstacles rencontrés et les opportunités qu'offre un système éducatif adapté aux besoins locaux.

L'étude repose sur un échantillon de 260 participants, incluant des acteurs du secteur éducatif, économique, agropastoral et de la santé. Cette diversité permet d'obtenir une vision globale des dynamiques de développement et des défis spécifiques à chaque secteur. Et la méthodologie adoptée combine une approche quantitative et qualitative, avec des enquêtes et des entretiens semi-directifs réalisés auprès des acteurs locaux. L'analyse statistique des données recueillies a permis d'identifier des tendances significatives et de valider les hypothèses de recherche.

Les résultats montrent que l'éducation et la formation sont des moteurs clés du développement, favorisant l'émergence d'initiatives locales et l'amélioration des performances économiques. Toutefois, des défis subsistent, notamment l'insuffisance des infrastructures, l'inadéquation des formations avec le marché du travail et le manque de financements. Ces conclusions ont des implications majeures en sciences de l'éducation et en développement local. Elles soulignent la nécessité de renforcer les formations professionnelles, d'adapter les curriculums aux besoins du marché et d'améliorer les infrastructures éducatives. Enfin, l'étude recommande des recherches complémentaires sur les effets des technologies éducatives et une meilleure collaboration entre les acteurs publics et privés pour maximiser l'impact de l'éducation sur le développement durable de Kamina.

Keywords: Éducation, Formation, Développement socio-économique, Transformation agropastorale, Kamina, Marché du travail

1.1. Problématique et objectifs de l'étude

L'analyse de l'environnement socio-économique et agropastoral de Kamina met en lumière l'importance de l'éducation et de la formation dans la dynamique de transformation de la ville. Entre modernisation des infrastructures, valorisation des compétences locales et intégration de pratiques agropastorales innovantes, Kamina offre un exemple concret d'évolution harmonieuse entre héritage historique et progrès contemporain, ouvrant ainsi la voie à un développement durable et inclusif.

Le tissu socio-économique de Kamina se caractérise par une coexistence de secteurs diversifiés : l'éducation, l'économie, la santé et l'agropastoralisme. Le secteur éducatif, en particulier, joue un rôle important en fournissant à la population des compétences essentielles pour l'innovation et le développement. Les diplômés issus des institutions supérieures locales contribuent activement à dynamiser les autres secteurs, notamment par l'introduction de pratiques modernes dans l'économie et la santé. Par ailleurs, le développement économique s'appuie sur une infrastructure en constante amélioration, renforçant l'employabilité et stimulant l'investissement local.

Le secteur agropastoral constitue l'un des piliers de l'économie régionale. Traditionnellement fondé sur l'agriculture et l'élevage, ce secteur connaît aujourd'hui une modernisation progressive grâce à l'intégration de nouvelles technologies et pratiques innovantes. L'éducation et la formation jouent ici un rôle déterminant en transmettant des savoir-faire techniques et en favorisant l'adoption de méthodes améliorées de gestion des ressources naturelles. Ce double apport, à la fois technologique et formateur,

permet d'augmenter la productivité et de promouvoir une agriculture durable et résiliente.

Les initiatives en matière d'éducation et de formation se révèlent être des leviers essentiels dans la transformation socio-économique et agropastorale de Kamina. En renforçant les compétences techniques des acteurs locaux, ces initiatives facilitent l'innovation, la compétitivité économique et l'intégration de pratiques modernes dans les secteurs traditionnels. La synergie entre formation académique et application pratique se traduit ainsi par une amélioration globale du tissu socio-économique, tout en permettant de conserver et valoriser les traditions agropastorales propres à la région.

L'éducation et la formation ont toujours occupé une place centrale dans le développement des sociétés. Historiquement, l'implantation d'institutions éducatives a permis de former des élites administratives et techniques, essentielles à la modernisation des territoires postcoloniaux. Aujourd'hui, ces investissements demeurent importants pour dynamiser les économies locales, favoriser l'innovation et renforcer la cohésion sociale.

Dès l'ère coloniale, l'introduction de systèmes éducatifs structurés visait à constituer une main-d'œuvre qualifiée, capable de gérer les nouvelles infrastructures administratives et techniques. Cette stratégie a contribué à la formation d'un capital humain qui, une fois les indépendances acquises, a pu impulser des politiques de développement et de modernisation. Schultz (1961) souligne déjà dans ses travaux l'impact durable des investissements en capital humain sur la croissance économique, démontrant que l'éducation constitue une base essentielle pour la transformation des sociétés (Schultz, 1961). Par ailleurs, Becker

(1993) met en avant l'idée que le développement des compétences via l'éducation et la formation permet d'accroître la productivité et l'innovation au niveau local (Becker, 1993).

À l'heure actuelle, la formation professionnelle et l'éducation de qualité représentent des leviers incontournables pour relever les défis du développement local. Les politiques éducatives modernes intègrent des approches diversifiées, allant de la formation technique aux compétences numériques, afin de répondre aux exigences d'un marché du travail en perpétuelle évolution. UNESCO (2016) insiste sur le fait que l'éducation de qualité est non seulement un droit fondamental, mais aussi un moteur essentiel pour la durabilité et l'inclusivité du développement (UNESCO, 2016). Dans le même ordre d'idées, le rapport du World Bank (2018) démontre que les investissements dans l'éducation sont directement liés à l'amélioration des perspectives économiques et à la résilience des communautés locales (World Bank, 2018).

Sur le plan local, l'éducation et la formation favorisent l'émergence de compétences adaptées aux réalités économiques des territoires. En offrant des formations ciblées, elles facilitent l'accès à des emplois qualifiés, stimulent l'entrepreneuriat et améliorent la productivité des secteurs traditionnels tels que l'agriculture et l'artisanat. De plus, un capital humain bien formé contribue à renforcer la participation citoyenne et à instaurer un climat de confiance propice aux investissements et aux initiatives de développement. Ces dynamiques se traduisent par une croissance plus inclusive et une meilleure intégration des diverses composantes socio-économiques d'une région.

L'analyse des dimensions historique et contemporaine de l'éducation montre clairement que la formation et l'apprentissage sont des piliers indissociables du développement local. En favorisant l'innovation, l'employabilité et la cohésion sociale, ils offrent aux communautés les outils nécessaires pour relever les défis actuels et futurs. Pour assurer un développement durable, il apparaît indispensable de continuer à investir dans des systèmes éducatifs et de formation qui répondent aux besoins spécifiques des territoires.

Questions d'étude

Comment l'éducation et la formation contribuent-elles à la transformation socio-économique et agropastorale de la ville de Kamina et ses environs ?

Objectif de l'étude

Évaluer l'impact des initiatives éducatives et formatives sur le développement socio-économique et agropastoral de la ville de Kamina et ses environs.

1.2. Etat de la question

Les études antérieures sur l'impact de l'éducation et de la formation sur le développement local offrent un panorama riche et structuré, révélant des dynamiques à la fois historiques et contemporaines qui justifient l'investissement en capital humain comme levier de transformation socio-économique.

1.2.1. Fondements historiques et investissement en capital humain

Les premières recherches, notamment celles de Schultz (1961) et Becker (1993), ont posé les bases de la compréhension de l'éducation comme investissement stratégique. Schultz (1961) insiste sur le fait que

l'investissement en éducation ne se limite pas à l'accumulation de connaissances, mais constitue une composante essentielle pour réduire les inégalités et instaurer une croissance économique durable. Becker (1993) va plus loin en démontrant, tant sur le plan théorique qu'empirique, que l'augmentation du capital humain par le biais de l'éducation conduit à des rendements élevés en termes de productivité et d'innovation. Ces travaux pionniers ont ainsi ouvert la voie à une réflexion plus large sur le rôle catalyseur de l'éducation dans le développement économique.

1.2.2. Évolutions contemporaines et réformes éducatives

Les avancées récentes dans le domaine de l'éducation se concentrent sur la qualité et l'accessibilité des systèmes éducatifs. Le Rapport Global de Suivi de l'Éducation de l'UNESCO (2016) met en exergue les progrès réalisés dans l'accès à une éducation de qualité, tout en soulignant les inégalités persistantes qui freinent le développement local. Dans une logique de réformes structurelles, le rapport du World Bank (2018) démontre que des investissements ciblés dans l'éducation et la formation permettent de renforcer l'efficacité des systèmes éducatifs, de soutenir l'innovation et d'accroître la compétitivité locale. Par ailleurs, l'étude comparative d'OECD (2019) révèle que la gestion efficiente de l'enseignement, associée à des niveaux d'investissement élevés, est fortement corrélée à de meilleures performances socio-économiques.

1.2.3. La qualité de l'enseignement et le développement des compétences

Au-delà des investissements financiers, l'amélioration de la qualité éducative est devenue un axe central de

recherche. Hanushek et Woessmann (2015) se sont particulièrement intéressés aux compétences cognitives acquises par les élèves, établissant un lien direct entre la qualité de l'enseignement et la croissance économique. Leur analyse insiste sur le fait qu'un enseignement de qualité, qui développe des compétences adaptées aux exigences du marché, constitue un facteur déterminant pour le développement local. De même, Barro et Lee (2013) ont proposé, à travers une analyse de données internationales, que le niveau d'atteinte éducative est fortement associé à la performance économique d'un pays, ce qui souligne l'importance de poursuivre les efforts en matière d'éducation.

1.2.4. Le contexte africain : défis et opportunités

Spécifiquement dans le contexte africain, la Banque Africaine de Développement (AfDB, 2018) s'est penchée sur les défis liés au déficit de compétences et à une formation souvent inadaptée aux réalités économiques locales. Ce rapport conclut que des stratégies d'investissement ciblé dans l'éducation et la formation sont essentielles pour combler ces lacunes, améliorer la productivité et promouvoir une inclusion sociale effective. Ainsi, dans des environnements caractérisés par des transformations rapides, ces investissements permettent d'harmoniser le développement économique avec les impératifs de cohésion sociale.

En bref, cet état de la question met en lumière l'importance importante de l'éducation et de la formation dans le développement local. Les travaux historiques de Schultz (1961) et Becker (1993) établissent les fondements théoriques de l'investissement en capital humain, tandis que les recherches contemporaines de l'UNESCO (2016), du

World Bank (2018), de l'OCDE (2019), de Hanushek et Woessmann (2015) et de Barro et Lee (2013) soulignent l'impact des réformes et de l'amélioration de la qualité éducative sur la croissance économique. Enfin, l'analyse spécifique du contexte africain par l'AfDB (2018) met en évidence la nécessité d'adapter ces stratégies aux réalités locales. Ensemble, ces études démontrent que l'investissement dans l'éducation et la formation représente non seulement un moyen efficace de stimuler l'innovation et la compétitivité, mais aussi un pilier indispensable pour assurer un développement durable et inclusif.

II. Méthodologie

2.1. Champs d'investigation de l'étude

L'étude s'est concentrée sur la ville de Kamina et ses alentours, en explorant trois domaines principaux : l'enseignement, l'économie et la santé. En effet, Kamina, anciennement le chef-lieu du territoire du même nom, est actuellement la capitale de la province du Haut-Lomami. Cette ville a été créée en 1945 par un arrêté royal, suite à la fusion des postes de Mato et de Kinda. À l'origine, Kamina a été désignée comme un centre extra-coutumier par l'arrêté n°21/122 de 1949, émis par le gouvernement du Katanga, qui visait à établir une distinction raciale entre les Blancs et les Noirs. Cette ségrégation raciale a pris fin avec l'indépendance de la République Démocratique du Congo, permettant à Kamina de se transformer en un véritable cité.

Kamina a obtenu le statut de ville par le décret n°13/020 du 13 juin 2013. Avec une superficie de 25 km², la ville se divise en trois communes :

- Commune de *Dimayi* : Elle s'étend de la barrière SNCC au village de Tumba au nord, jusqu'au pont Lukulwe au sud, et comprend également une partie du chemin de fer à l'est et la source de la rivière Kamba à l'ouest.
- Commune de *Sobongo* : Limité au nord par l'ex-gare Kikoko et au sud par l'hôpital général de Kamina, cette commune s'étend de la barrière SNCC à l'avenue du Stade.
- Commune de *Kamina* : Elle est délimitée au nord par le pont sud de la rivière Lukulwe et au sud par la rivière Lovoyi, incluant le pont Lukulwe à l'est et s'étendant jusqu'à la bifurcation avec la route nationale à l'ouest.

La population de Kamina est d'environ 263 853 habitants, répartis en 68 006 hommes, 73 534 femmes, 52 663 garçons et 69 650 filles. La ville est bordée au nord par la rivière Mweyi, au sud par la rivière Lovoyi, à l'est par la rivière Lukulwe et à l'ouest par la rivière Lovoyi. Aussi, Kamina a joué un rôle important en tant que centre administratif au fil des ans. Fondée comme un centre extra-coutumier pour marquer une séparation raciale, cette pratique a cessé avec l'indépendance de la RDC. Ce changement a permis à Kamina d'évoluer en une cité moderne, reflétant la diversité et l'unité de ses habitants.

2.2. Population et échantillonnage

L'étude se concentre sur les diplômés des universités et instituts supérieurs de la ville de Kamina, qui travaillent dans diverses institutions publiques et privées. La population ciblée est constituée de diplômés de l'enseignement supérieur universitaire (ESU), considérés comme des atouts majeurs pour le développement de la province du Haut-Lomami. Nous avons priorisé les diplômés en activité, car le travail est

essentiel pour le progrès communautaire. Cette population inclut hommes et femmes, à la fois licenciés et gradués.

Tableau 1. Secteurs et caractéristiques de la population d'étude

Secteur	Caractéristiques	Effectif	%
de l'enseignement	Diplômés écoles publiques et privées, communautés religieuses	704	59,3
économique	Professionnels travaillant dans des entreprises publiques et privées, organismes de sécurité sociale.	98	8,3
agropastoral	Travailleurs des fermes agricoles et des compagnies d'élevage, reflétant l'importance de l'agriculture dans la région.	89	7,5
de la santé	Professionnels de la santé dans les hôpitaux, polycliniques et autres établissements de santé.	152	12,8
Total		1187	100

Le tableau de la population révèle qu'il y a un total de 1.187 sujets répartis dans divers secteurs. Dans le secteur de l'enseignement, 704 participants sont identifiés, avec des chiffres variant selon les différentes communautés religieuses et types d'établissements. Pour le secteur économique, 98 sujets sont recensés, tandis que 89 sujets appartiennent au secteur agropastoral. Enfin, le secteur de la santé compte 152 participants, incluant des professionnels de la division de la santé, des hôpitaux et des polycliniques.

Tableau 2. Caractéristiques de l'échantillon d'étude

Secteur	Effectif	%
Enseignement	65	25
Economie	65	25
Agropastoral	65	25
Santé	65	25
Total	260	100

Pour recueillir des données, une analyse des réponses de 260 participants a été effectuée, suivie d'invitations pour des entretiens, auxquels 20 sujets ont accepté de

participer. Parmi eux, 13 ont effectivement assisté aux entretiens, qui ont été enregistrés pour garantir une précision dans la prise de notes. Bien que certains

n'aiment pas cette technique, elle permet d'éviter des interruptions pendant les discussions. Les entretiens ont été analysés à partir des transcriptions et des notes prises, visant à dégager des profils individuels.

Nous avons utilisé un échantillonnage stratifié, en divisant la population en groupes homogènes et mutuellement exclusifs appelés strates, puis en sélectionnant des échantillons indépendants dans chacune de ces strates. Cette approche de stratification permet d'analyser la variance de la population en tenant compte de la dispersion des valeurs Y_i à la fois entre les groupes (intergroupe) et à l'intérieur des groupes (intragroupe). Ainsi, si la variabilité des mesures est faible au sein d'une même strate, il sera possible d'obtenir une estimation précise des paramètres de cette strate.

Elle vise à optimiser la taille de chaque strate selon une pondération par les écart-types de la variable d'intérêt

dans celles-ci. Elle a pour conséquence d'augmenter les effectifs des strates les plus grandes et/ou avec la variance la plus élevée. Bien qu'elle minimise ainsi la variance des estimations de l'échantillon global, elle nécessite de déterminer a priori la variance de chaque strate.

2.3. Instruments de collecte et traitement des données

Inspirée des travaux de Ghiglione et Matalon (1998), l'enquête vise à extrapoler des conclusions à grande échelle en s'appuyant sur un nombre limité de participants. Elle repose sur un équilibre paradoxal : un protocole rigide pour capter des réponses non dirigées, idéal pour étudier perceptions, croyances ou

expériences. Lavarde (2008) la décrit comme une procédure flexible, intégrant questionnaires et entretiens, tandis que Grawitz (1999) y voit une démarche scientifique systématique pour comparer ou expliquer des phénomènes sociaux.

La pré-enquête, étape préalable, combine recherche documentaire et entretiens pilotes pour valider les hypothèses et structurer le questionnement. Les dictionnaires *Larousse* et *Robert* insistent sur sa dimension investigative, mêlant collecte de témoignages et recherche méthodique. Et notre recherche a ciblé des diplômés universitaires de secteurs stratégiques (agropastoral, enseignement, santé, économie), identifiés comme détenteurs d'informations pertinentes. Cette approche terrain a renforcé la fiabilité des données, démontrant l'efficacité de la méthode pour explorer des dynamiques sociales à travers un échantillon significatif.

L'analyse des données dans cette étude repose sur une combinaison de techniques quantitatives et qualitatives pour mieux comprendre la perception des acteurs du développement à Kamina et ses environs. Trois techniques principales ont été utilisées : l'analyse descriptive, l'analyse thématique de contenu et le test du chi carré. Ainsi, cette étude a permis d'éclairer les dynamiques du développement à Kamina en combinant analyses quantitatives et qualitatives, tout en intégrant des principes éthiques rigoureux. Cependant, des études complémentaires seraient nécessaires pour approfondir ces résultats.

L'analyse descriptive a permis de résumer les données sous forme de pourcentages et de fréquences pour identifier les tendances et les structures sous-jacentes des réponses. Et les données qualitatives issues des

entretiens et des réponses ouvertes ont été traitées par analyse thématique (Braun & Clarke, 2006). Les thèmes récurrents identifiés incluent la nécessité d'une meilleure formation pour assurer un développement durable et la cohésion sociale comme facilitateur du développement économique et social.

Le test du chi carré a été utilisé pour examiner la relation entre certaines variables, notamment l'impact du niveau d'études sur le développement sectoriel. Les résultats indiquent une association significative ($\chi^2 = 12,34$, $p < 0,05$) entre le niveau d'études et la perception de l'impact sur le développement (Évrard et al., 2020), corroborant les études antérieures qui soulignent l'importance de l'éducation dans la transformation économique et sociale (Todaro & Smith, 2015).

L'éthique de la recherche a été respectée en garantissant l'anonymat des participants et en obtenant un consentement éclairé avant la collecte des données (APA, 2017). Cette approche assure la confidentialité et favorise des réponses sincères, réduisant ainsi les biais de désirabilité sociale.

Malgré la robustesse de la méthodologie, plusieurs limites doivent être soulignées : (i) Biais potentiels : L'échantillon de 260 individus pourrait ne pas

représenter toute la diversité des acteurs du développement à Kamina, pouvant limiter la généralisation des résultats (Creswell & Poth, 2017).

(ii) Problèmes de représentativité : Certains secteurs, comme l'agropastoral, semblent sous-représentés dans certaines réponses, biaisant l'analyse des besoins spécifiques. (iii) Fiabilité des données qualitatives : L'interprétation des réponses ouvertes peut être subjective, bien que l'analyse thématique ait été réalisée rigoureusement.

III. Résultats

Cette section présente les résultats de notre étude sur la perception et les besoins des acteurs du développement dans la ville de Kamina et ses environs. L'analyse met en évidence les dynamiques sectorielles en matière de formation, d'auto-prise en charge et de collaboration, tout en identifiant les principaux défis rencontrés. Nous abordons également la conception et l'impact des projets de développement, ainsi que l'importance de la prestation dans son domaine de formation. Enfin, l'étude explore l'influence du niveau d'études sur le développement et les besoins prioritaires exprimés par la population pour améliorer les conditions socio-économiques. Ces résultats permettront d'orienter les stratégies et interventions futures en vue d'un développement harmonieux et durable.

3.1. Perception comme acteur du développement dans la ville de Kamina et ses environs

Tableau 3. Indicateurs d'acteur du développement

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%
Sensibilisation de la masse paysanne	2	0,76	14	5,38	8	3,07	25	9,61	49	18,84
Formation à l'auto prise en charge	18	6,92	21	8,07	21	8,07	0	0	60	23,07

Formation et conscientisation de la population active	31	11,92	19	7,30	36	13,84	0	0	86	33,07
Donnant des soins de qualités	0	0	0	0	0	0	25	9,61	25	9,61
Travaillant en coopérative	14	5,38	11	4,23	0	0	15	5,76	40	15,38
Total	65		65		65		65		260	

Les activités liées à la formation et à la conscientisation dominant largement, représentant 56,14 % des réponses (dont 33,07 % pour la formation et conscientisation de la population active et 23,07 % pour la formation à l'auto prise en charge). Ces indicateurs sont particulièrement marqués dans : l'Enseignement (11,92 % pour la conscientisation); l'Agropastoral (13,84 % pour la conscientisation) ; l'Économie (8,07 % pour l'auto prise en charge).

Le secteur de la Santé se singularise par deux actions clés : la sensibilisation de la masse paysanne et les soins de qualité, chacune à 9,61 %, sans contribution des autres secteurs à ces activités. Par ailleurs, le travail en coopérative (15,38 % global) est absent en Agropastoral, mais atteint 5,76 % dans la Santé.

Enfin, les activités de sensibilisation (18,84 %) et de coopération (15,38 %) complètent le paysage, soulignant une répartition stratégique des priorités : formation et empowerment dans les secteurs productifs, actions ciblées et soins spécialisés dans la Santé.

Le chi carré calculé de 43,09 et supérieur au chi carré de la table de 9,49 au seuil de de signification de 0,05 avec un degré de liberté égal 4. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les différentes catégories. Donc il y a différence significative.

3.2. Besoins d'un acteur de développement dans la ville de Kamina et ses environs

Tableau 4. Relatif aux besoins d'un acteur de développement pour un bon travail

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Main d'œuvre qualifiée et honnête	6	2,30	13	5	7	2,69	13	5	44	16,92
Bonne condition de travail	14	5,38	14	5,38	16	6,15	10	3,84	54	20,76
Climat d'euteute	4	1,53	0	0	0	0	0	0	4	1,53
Outils de travail	10	3,84	0	0	4	1,53	0	0	14	5,38
Soutien moral, financier et matériel	16	6,15	21	8,07	15	5,76	9	3,46	61	23,46
De la paix	6	2,30	9	3,46	0	0	11	4,23	26	10
De la cohésion	3	1,15	8	3,07	5	1,92	10	3,84	26	10
Appui de la communauté	3	1,15	0	0	14	5,38	5	1,92	22	8,46
Autres	3	1,15	0	0	4	1,53	7	2,69	14	5,38
Total	65		65		65		65		260	

Les besoins prioritaires s'articulent autour de trois axes majeurs : soutien matériel, financier et moral (23,46 %), bonnes conditions de travail (20,76 %), et main-d'œuvre qualifiée (16,92 %). Ces priorités transversales révèlent des exigences communes en matière de ressources, d'environnement professionnel et de compétences humaines.

Cependant, chaque secteur présente des spécificités marquées : L'Économie est le premier secteur pour le soutien financier (8,07 %) et la main-d'œuvre qualifiée (5 %), reflétant des besoins logistiques et humains. La Santé est axée sur la paix (4,23 %) et la cohésion (3,84 %), combinées à une demande de compétences (5 %), marquant un impératif de stabilité sociale. Et l'Agropastoral est une priorité aux conditions de travail (6,15 %, score sectoriel maximal) et à l'appui communautaire (5,38 %), révélant des enjeux d'infrastructure et de solidarité locale. Alors que l'enseignement est unique à exiger des outils de travail (3,84 %) et un climat d'euteute (1,53 %), soulignant des lacunes opérationnelles et un besoin de sérénité institutionnelle. Ainsi, les enjeux marginaux, comme le climat d'euteute (1,53 %) et les outils (5,38 %), restent secondaires, tout comme les « autres » besoins (5,38 %), souvent non spécifiés. Notons également

l'absence de mention de la paix en Agropastoral, malgré son poids en Santé (4,23 %).

Cette analyse met en lumière des réalités sectorielles contrastées : financement et logistique pour l'Économie, équilibre social pour la Santé, infrastructures et ancrage local pour l'Agropastoral, et ressources pratiques pour l'Enseignement. Ces divergences soulignent l'importance de stratégies ciblées, adaptées aux spécificités de chaque domaine pour un développement harmonieux et efficace.

Le chi carré calculé de 104,45 est supérieur au chi carré de la table de 15,51 au seuil de 0,5 avec un degré de liberté égale 8. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les différentes catégories ; donc, il y a une différence significative c'est-à-dire que les besoins sont bien hiérarchisés en commençant par celui d'avoir le soutien moral financier et matériel pour terminer par le fait de vouloir travailler dans un climat d'attente.

3.3. Projet de développement dans la ville de Kamina et ses environs

Tableau 5. Conception d'un projet de développement

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%
Oui	42	18,15	49	18,84	46	17,69	35	13,5	172	66,2
Non	23	8,84	16	6,15	19	7,3	30	11,53	88	33,8
Total	65		65		65		65		260	100

Les résultats contenus dans tableau N°5 Relatif à la conception d'un projet de développement renseignent dans l'ensemble que 172 participants soit 66,2% disent qu'ils ont déjà conçu un projet de développement contre 88 participants soit 33,8 % qui ont dit le contraire.

Concernant les acteurs qui ont déjà conçu un projet de développement, le secteur d'économie a 49 participants soit 18,84%, le secteur agropastoral 46 participants soit 17,69%, le secteur d'enseignement 42 participants soit 16,15 %, et le secteur de la santé 35 participants soit 13,5 %.

Au sujet de ceux qui n'ont pas encore conçu un projet de développement, le secteur de la santé a 30 participants soit 11,5 %, le secteur de l'enseignement

23 participants soit 8,84 %, le secteur agropastoral 19 participants soit 7,3 % et le secteur l'économie 16 participants soit 6,15 %. Le chi carré calculé de 27,2 est supérieur chi carré de la table 3,84 au seuil de signification de 0,05% avec un degré de liberté égal 1. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre ceux qui ont déjà conçu un projet de développement et ceux qui ne l'ont pas encore fait. Donc il y a une différence significative.

3.4. Prestation dans le domaine de sa formation pour un bon développement du secteur

Tableau 6. Avantages de la prestation dans le domaine de sa formation pour un bon développement du secteur

Réponse/ secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%
Oui	53	20,38	48	18,46	65	25	58	22,3	224	86,15
Non	12	4,61	17	6,53	0	0	7	2,7	36	13,84
Total	65		65		65		65		260	

Les résultats contenus dans le tableau N°6 relatif aux avantages de la prestation dans le domaine de sa formation pour un bon développement du secteur, révèlent dans l'ensemble que 224 participants soit 86,15 % stipulent qu'il est avantageux de prester dans le domaine de sa formation pour donner le meilleur de soi-même contre 36 participants soit 13,84 % qui disent le contraire.

Concernant cet avantage, le secteur agropastoral a 65 participants soit 25 %, le secteur de la santé 58 participants soit 22,3%, le secteur de l'enseignement 53 participants soit 20,38%, et le secteur de l'économie 48 participants soit 18,46%.

Quant aux désavantages, le secteur de l'économie a 17 participants soit 6,53%, le secteur de l'enseignement 12

participants soit 4,61 %, et le secteur de la santé 7 participations soit 2,69 %. Le chi carré calculer 135,92 et supérieur au chi carré de la table de 3,84 au seuil de signification de 0,05 avec un degré de liberté égal 1. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les réponses fournies par les participants. Donc, il y a différence significative.

3.5. Impact du niveau d'études dans le développement d'un secteur dans la ville de Kamina et ses environs

Tableau 7. Impact du niveau d'études des acteurs du développement dans le développement du secteur

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%
Oui	49	18,84	53	20,38	48	18,46	50	19,2	200	76,9
Non	16	6,15	12	4,61	17	6,53	15	5,8	60	23,1
Total	65		65		65		65		260	

Les résultats contenus dans le tableau N°7 relatif à l'impact du niveau d'études dans le développement des secteurs stipulent que 200 participants soit 76,9% disent que le niveau d'études des acteurs du développement a un impact dans le développement d'un secteur tandis que 60 participants soit 23,1 % soutiennent le contraire.

Concernant l'impact du niveau d'études dans le développement du secteur, le secteur d'économie a 53 participants soit 20,38%, le secteur de la santé 50 participants soit 19,2 %, le secteur d'enseignement 49 participants soit 18,84%, et le secteur de l'agropastoral 48 participants soit 18,46 %.

Pour le non impact du niveau d'études, le secteur agropastoral a 17 participants soit 6,53%, le secteur de l'enseignement 16 participants soit 6,15 %, le secteur

de santé 15 participants soit 5,8 %, et celui de l'économie 12 participants soit 4,61%. Le chi carré calculé de 75,4 et supérieur au chi carré de la table de 3,84 au seuil de signification de 0,05 avec le degré de liberté égal 1. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les différentes réponses fournies par les participants au sujet du niveau d'études. Donc, il y a une différence significative.

3.6. Besoins pour le développement dans différents secteurs de la ville de Kamina et ses environs

Tableau 8. Besoins exprimés par la population pour le développement dans différents secteurs

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%
Reconstruction et équipements des infrastructures scolaires et médicales	17	6,53	3	1,53	0	0	15	5,76	35	13,46
Amélioration des conditions de travail	6	2,30	13	5	7	2,69	3	1,53	29	11,15
Accorder une retraite honorable	8	3,07	3	1,15	4	1,53	4	1,53	19	7,30
Dépolitisation des différents secteurs	6	2,30	9	3,46	4	1,53	7	2,69	26	10,00
Encouragement du secteur agropastoral	0	0	0	0	16	6,15	10	3,84	26	10,00

Mécanisation de l'agriculture	0	0	9	3,46	17	6,53	8	3,07	34	13,07
Octroi d'un salaire décent	7	2,69	10	3,84	0	0	0	0	17	6,53
Renforcement de capacité des travailleurs	11	4,23	0	0	0	0	0	0	11	4,23
Mécanisation du personnel			4	1,53	3	1,15	9	3,46	16	6,15
Le prix de viande de vache soit à la mesure de la vie quotidienne	2	0,76	5	1,92	6	2,30	2	0,76	15	5,76
Réhabiliter les infrastructures de base	8	3,07	9	3,46	8	3,07	7	2,69	32	12,30
Total	65		65		65		65		260	

Les résultats contenus dans tableau N°8 relatif aux besoins exprimés par la population dans les différents secteurs montrent que 35 participants soit 13,46% souhaitent la reconstruction et l'équipement des écoles et hôpitaux, 34 participants soit 13,07 % insistent qu'on mécanise l'agriculture, 32 participants soit 12,30% stipulent qu'on réhabilite les infrastructures de base, 29 participants soit 11,15 % disent qu'on améliore les conditions de travail, 26 participants soit 10% insistent qu'on dépolitise les secteurs, 26 autres participants souhaitent qu'on encourage le secteur agropastoral, 19 participants soit 7,30% estiment qu'on accorde une retraite honorable, 17 participants soit 6,50% veulent qu'on octroi un salaire décent aux agents, 16 participants soit 6,15 % préfèrent qu'on mécanise le personnel, 15 participants soit 5,76% veulent que le prix de viande de vache soit à la hauteur du quotidien de la population, et 11 participants soit 4,23% insistent sur le renforcement de capacité des travailleurs.

Examinant la reconstruction et équipement des infrastructures scolaires et médicales, le secteur de l'enseignement a 17 participants soit 6,53%, le secteur de la santé 15 participants soit 5,76% et le secteur de l'économie 3 participants soit 1,65%. Pour la mécanisation de l'agriculture, le secteur agropastoral a 17 participants soit 6,53 %, le secteur de l'économie 9 participants soit 3,46 % et le secteur de la santé 8 participants soit 3,07%.

Pour l'amélioration des conditions de travail, le secteur de l'économie a 13 participants 5%, le secteur agropastoral 7 participants soit 2,69%, le secteur l'enseignement 6 participants soit 2,30 %, et le secteur de la santé 3 participants soit 1,15 %. Quant à la dépolitisation des secteurs, le secteur de l'économie a 9 participants soit 3,46%, le secteur de la santé 7

participants soit 2,69 %, le secteur de l'enseignement 6 participants soit 2,30% et enfin le secteur agropastoral 4 participants soit 1,53 %.

Scrutant l'encouragement de l'agropastoral, le secteur agropastoral a 16 participants soit 6,15%, le secteur de la santé 10 participant soit 3,84%. Pour le respect des accords relatif à la retraite honorable, le secteur d'enseignement a 8 participants soit 3,07%, les secteurs de la santé et agropastoral ont chacun 4 participants soit 1,53% et le secteur de l'économie 3 participants soit 1,15%.

À propos de l'octroi d'un salaire décent aux agents, le secteur d'économie a 10 participants soit 3,84%, le secteur de l'enseignement 7 participants soit 2,69%. Pour la mécanisation du personnel, le secteur de la santé a 9 participants soit 3,46%, le secteur de

l'économie 4 participants soit 1,53% et le secteur agropastoral 3 participants soit 1,15%.

Quant aux vœux de voir le prix de viande de vache être à la mesure de la vie quotidienne de la population, le secteur agropastoral a 6 participants soit 2,3%, le secteur d'économie 5 participants soit 1,92% et enfin les secteurs d'enseignement et celui de la santé ont chacun 2 participants soit 0,73%. Pour le renforcement

de capacité des travailleurs, le secteur de l'enseignement a 11 participants soit 4,23%. Le chi-carré calculé de 29,77 et supérieur au chi carré tabulaire de 18,31 au seuil de signification de 0,05 avec un degré de liberté égal 10. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les différentes réponses des participants. Donc, il y a différence significative.

3.7. Solutions envisagées au développement dans la ville de Kamina et ses environs

Tableau 9. Solutions envisagées pour parler du développement

Réponse/secteur	Enseignement		Economie		Agropastoral		Santé		Total	
	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%	<i>f</i>	%
Amenager les infrastructures de bases	11	4,23	26	9,61	22	8,46	23	8,84	82	31,53
Cultiver l'amour du travail	17	6,53	7	2,69	12	4,61	11	4,23	47	18,07
Encourager les écoles techniques	9	3,46	3	1,53	3	1,53			15	5,76
Former en fonction des besoins du milieu			5	1,92	3	1,53	7	2,69	15	5,76
Travailler en collaboration	13	5	5	1,92	3	1,53	8	3,07	24	9,23
Adopter la méritocratie					5	1,92	6	2,30	11	4,23
Encourager les initiatives d'entrepreneuriat			2	0,76	10	3,84	5	1,92	17	6,53
Encourager le secteur agropastoral et tertiaire	15	5,76	22	8,46	7	2,69	5	1,92	49	18,84
Total	65		65		65		65		260	

Les résultats contenus dans le tableau N°9 relatif aux solutions envisagées pour parler du développement stipulent dans l'ensemble que 82 participants soit 31,53% disent qu'on aménage les infrastructures de base, 49 participants soit 18,83% insistent à encourager le secteur agropastoral et tertiaire, 47 participants soit 18,07% parlent qu'on cultive l'amour du travail, 24 participants soit 9,23 % insistent sur le fait de travailler en collaboration, 17 participants soit 6,53% stipulent encourager les initiatives d'entrepreneuriat, 15 participants soit 5,76% disent former en fonction de besoin du milieu, et 15 autres confirment qu'on encourage les écoles techniques et 11 participants soit 4,23% disent qu'on adopte la méritocratie.

Concernant l'aménagement des infrastructures de base, le secteur d'économie a 26 participants soit 9,91 %, le secteur de la santé 23 participants soit 8,84%, le secteur agropastoral 22 participants soit 8,46 %, et le secteur de l'enseignement 11 participants soit 4,23%. Et pour l'encouragement du secteur agropastoral et tertiaire, le secteur d'économie a 22 participants soit 8,46 %, le secteur de l'enseignement 15 participants soit 5,76%, de secteur agropastoral 7 participants soit 2,69% et le secteur de la santé 5 participants soit 1,92%.

Quant à l'amour du travail, le secteur de l'enseignement a 17 participants soit 6,53%, le secteur agropastoral 12 participants soit 4,61%, le secteur de la santé 11 participants soit 4,23 %, et le secteur de l'économie 7 participants 2,69%. Aussi, concernant le souhait de travailler en collaboration, le secteur de l'enseignement a 13 participants soit 5 %, le secteur de la santé 8 participants soit 3,07%, le secteur de l'économie 5 participants soit 1,92%, et le secteur agropastoral 3 participants soit 1,53%.

Au sujet de l'encouragement des initiatives d'entrepreneuriat, le secteur agropastoral a 10 participants soit 3,84%, le secteur de la santé 5 participants soit 1,92% et le secteur de l'économie 2 participants soit 0,76%. Pour l'encouragement des écoles techniques, le secteur d'enseignement a 9 participants soit 3,46%, le secteur de l'économie et celui d'agropastoral avec chacun 3 participants soit 1,53%.

Quant au fait de former en fonction des besoins du milieu, le secteur de la santé a 7 participants soit 2,69%, le secteur de l'économie 5 participants soit 1,92%, et le secteur agropastoral 3 participants soit 1,53%. Et à propos du fait d'adopter la méritocratie seuls deux secteurs se sont prononcés, secteur de la santé a 6 participants soit 2,30%, et le secteur agropastoral 5 participants soit 1,92%. Le chi carré calculé de 125,83 et supérieur au chi carré de la

table de 14,07 au seuil de signification de 0,05 avec le degré de liberté égal 7. Nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre les réponses des participants. Donc, il y a une différence significative.

IV. Discussion

L'éducation et la formation jouent un rôle fondamental dans la transformation des secteurs économiques et sociaux à Kamina et ses environs. Les résultats de l'étude montrent que les individus ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus enclins à entreprendre des initiatives de développement et à améliorer les conditions de vie dans leur communauté (Nsamenang, 2005). Cette observation est particulièrement marquante dans les secteurs agricoles, où la formation technique favorise une meilleure exploitation des ressources naturelles, une augmentation des rendements et une commercialisation efficace des produits locaux (Tchamasi, 2018).

Les enquêtés considèrent les acteurs éducatifs et les formateurs comme des catalyseurs du développement. Ils sont perçus comme des agents de changement capables de fournir les compétences et connaissances nécessaires pour améliorer les secteurs productifs (Diallo, 2019). Cette perception est renforcée par des politiques locales encourageant l'investissement dans le capital humain comme levier de développement (Banque mondiale, 2020).

Les besoins exprimés concernent principalement l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la formation technique et professionnelle, le renforcement des capacités des institutions locales ainsi que le soutien des établissements d'enseignement, des organisations

non gouvernementales (ONG) et des investisseurs privés (UNESCO, 2021).

Les initiatives actuelles comprennent des projets d'infrastructures éducatives et de formation professionnelle. Cependant, ces projets restent limités en raison d'un manque de financement et de coordination entre les acteurs locaux et internationaux (AfDB, 2021). L'intégration des technologies numériques dans les processus d'apprentissage pourrait constituer une solution viable (ITU, 2022).

Les individus ayant accès à une éducation supérieure contribuent de manière plus significative à la croissance économique et à la modernisation des pratiques dans leurs secteurs respectifs (Psacharopoulos & Patrinos, 2018). Le renforcement de l'éducation tertiaire est donc important pour le développement de Kamina.

Parmi les solutions suggérées figurent notamment, l'augmentation des financements pour l'éducation, la diversification de l'offre de formation et l'amélioration des infrastructures scolaires et universitaires (UNESCO, 2022).

Les résultats de cette étude corroborent les travaux existants sur le développement en Afrique, notamment ceux qui soulignent le lien entre capital humain et croissance économique (Todaro & Smith, 2020). D'autres études ont montré que l'accès à l'éducation est un prédicteur clé de l'amélioration des conditions de vie et de la mobilité sociale (Brock-Utne, 2019).

L'éducation et la formation devraient être intégrées dans les stratégies de développement local à Kamina. Une meilleure coordination entre le secteur public et privé, ainsi qu'une allocation budgétaire accrue pour l'enseignement technique,

pourraient renforcer les impacts positifs observés (Banque mondiale, 2021). Et les initiatives actuelles présentent des forces telles que la volonté politique ou l'engagement communautaire. Cependant, elles rencontrent aussi des faiblesses comme le manque d'infrastructures ainsi que le financement instable (AfDB, 2022).

Pour renforcer l'impact des actions éducatives et formatives, plusieurs actions sont suggérées :

- Augmentation du financement de l'éducation et de la formation professionnelle (UNESCO, 2022) ;
- Développement de partenariats public-privé pour la création d'institutions de formation adaptées aux besoins locaux (AfDB, 2021) ;
- Intégration des technologies numériques dans l'enseignement pour une meilleure accessibilité (ITU, 2022) ;
- Sensibilisation des communautés à l'importance de l'éducation et de la formation dans le développement socio-économique (Brock-Utne, 2019).

L'étude présente certaines limites, notamment la difficulté d'accès à certaines données statistiques fiables sur le développement local, l'échantillonnage limité aux personnes ayant déjà bénéficié d'une formation avancée ainsi que la variabilité des facteurs influençant le développement économique et social, rendant difficile l'établissement d'un lien de causalité direct.

Pour approfondir cette recherche, il serait pertinent de (i) réaliser une étude longitudinale afin d'évaluer l'évolution des effets de l'éducation sur le développement local ; (ii) comparer les résultats avec d'autres régions similaires pour identifier des facteurs contextuels clés ou encore (iii) explorer plus en détail le rôle des TIC dans l'enseignement et la formation professionnelle.

V. Conclusion

Au terme de cette étude, plusieurs constats majeurs ont émergé quant à l'impact de l'éducation et de la formation dans la transformation socio-économique et agropastorale à Kamina. Il ressort que l'accès à une formation adaptée et de qualité favorise l'émergence d'initiatives locales, renforce l'auto-prise en charge et améliore la productivité dans divers secteurs, notamment l'agriculture et l'élevage. Toutefois, des défis persistants, tels que l'insuffisance des infrastructures éducatives et le manque de formations spécialisées, limitent encore les effets attendus sur le développement.

L'apport de cette étude réside dans sa contribution à une meilleure compréhension des dynamiques locales de développement. En mettant en lumière les besoins prioritaires de la population et les défis liés à la formation, elle offre un cadre d'analyse essentiel pour les acteurs impliqués dans la promotion du développement à Kamina. De plus, elle permet d'identifier des leviers d'action concrets pour renforcer l'impact des initiatives éducatives et agropastorales.

Dans cette perspective, il est important que les décideurs locaux et les partenaires du développement investissent davantage dans l'éducation et la formation professionnelle, en tenant compte des spécificités locales. La mise en place de formations adaptées aux besoins du marché, combinée à un accompagnement technique et financier des initiatives locales, pourrait constituer un levier efficace pour favoriser un développement durable. Par ailleurs, cette étude ouvre la voie à de futures recherches visant à explorer des initiatives similaires dans d'autres contextes africains, afin d'enrichir les approches et stratégies en matière de développement local.

VI. Références

- Afdb (2021). *African Economic Outlook 2021*. African Development Bank.
- American Psychological Association (2017). *Ethical principles of psychologists and code of conduct*.
- Arrêté n°21/122 de 1949 émis par le gouvernement du Katanga.
- Banque mondiale (2020). *L'impact du capital humain sur le développement en Afrique*.
- Becker, G. S. (1993). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (3e éd.). University of Chicago Press.
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77-101.
- Brock-Utne, B. (2019). *Education and Development in Africa*.
- Creswell, J. W., & Poth, C. N. (2017). *Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches*. Sage publications.
- Décret n°13/020 du 13 juin 2013 relatif à l'obtention du statut de ville de Kamina, République Démocratique du Congo.
- Diallo, I. (2019). *Le rôle de l'éducation dans la transformation économique en Afrique*. Évrard, M., Klein, O., & Layat, C. (2020). *Méthodes statistiques en sciences sociales*. Dunod.
- Institut National de la Statistique, RDC. (2020). *Données démographiques et économiques de la province du Haut-Lomami*.
- Itu (2022). *Digital Learning for Development*.

Maslow, A. H. (1943). A theory of human motivation. *Psychological Review*, 50(4), 370.

Nsamenang, B. (2005). *Educational Policies in Africa: A Critical Analysis*.

Oecd (2019). *Education at a Glance 2019: OECD Indicators*. OECD Publishing.

Psacharopoulos, G., & Patrinos, H. A. (2018). *Returns to Investment in Education: A Global Update*.

Schultz, T. W. (1961). Investment in Human Capital. *The American Economic Review*, 51(1), 1-17.

Tchamasi, E. (2018). *Agriculture et formation technique en Afrique Centrale*.

Todaro, M., & Smith, S. (2020). *Economic Development*.

Unesco (2021). *Education and Economic Development in Sub-Saharan Africa*.

Unesco (2016). *Global Education Monitoring Report 2016: Education for People and Planet: Creating Sustainable Futures for All*. Paris: UNESCO.

World Bank. (2018). *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*. Washington, DC: World Bank.